La répression de Macron continue : Nouvelles pressions dans la Somme pour nous empêcher de manifester

Ce samedi 26 janvier, 500 personnes sont venues avec nos organisations manifester avec calme et détermination, pour réaffirmer leurs revendications et condamner les violences policières et la remise en cause du droit de manifester.

Bien qu'il n'y ait eu aucun incident, la préfecture et les officiers de police ont exigé à de multiples reprises de représentants de la CGT - qui avait déposé la déclaration de rassemblement en notre nom à tous - qu'elle quitte le cortège et cesse de manifester avec les gilets jaunes, usant de menaces.
Nous dénonçons et condamnons ces méthodes et ces pressions contre une organisation syndicale et contre le droit de manifester.

Nous constatons également, alors même que depuis le début le cortège défilait calmement, que les forces de l'ordre ont fait usage de la force.
Ces faits s'ajoutent à la répression intolérable qui se poursuit chaque semaine depuis le début du mouvement des Gilets Jaunes. C'est la réponse du gouvernement Macron aux revendications, aux exigences démocratiques et sociales portées depuis des semaines par des centaines de milliers de personnes.

Cela doit cesser.

Nous condamnons ce recours à la force, à la violence et aux arrestations contre des manifestants venus pacifiquement défendre et exprimer des revendications légitimes.
Nous refusons ces pressions des pouvoirs publics qui voudraient empêcher tout lien entre nos organisations et les gilets jaunes.
Nous exigeons qu'il soit mis fin à de telles méthodes et pour notre part, nous affirmons notre détermination à continuer à porter nos revendications, et à défendre le droit de tous à manifester.

Alternative Libertaire, CGT 80, Ensemble ! 80, FI Amiens, FSU-80, LDH, NPA-80, PCF 80, Picardie Debout!,Union syndicale Solidaires 80, UNEF UPJV.